

# VERS UN PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE?...

Depuis quelques mois, des tentatives se font jour pour un regroupement de militants ouvriers autour du thème: *"une autre politique pour la classe ouvrière"*.

A Nantes, notamment, à partir d'un texte recueillant 121 signatures, un mouvement s'est créé qui a pu réunir 400 personnes au mois de mars, parmi lesquelles des exclus du P.S., qui adoptaient plusieurs résolutions et décidaient en outre d'apporter leur concours à une convention organisée par le P.C.I. pour l'établissement d'une liste de candidatures aux élections européennes. Depuis lors, des sections pour *"un parti des travailleurs"* se constituent un peu partout. Une délégation de camarades qui furent à l'initiative des "121" nantais et qui militent pour la construction de ce *"parti des travailleurs"* a demandé à rencontrer des représentants de l'U.A.S.

Nous avons répondu à leur invitation avec d'autant plus de sympathie que les positions qu'ils développent pour la défense des intérêts ouvriers correspondent aux combats que nous menons dans l'action syndicale. Mais il nous est apparu nécessaire de définir qui nous étions.

Anarchistes militant dans les syndicats, nous inscrivons notre action dans le cadre de la lutte des classes. Dans le contexte actuel, la défense ou l'obtention des acquis prend concrètement la forme de compromis entre les intérêts du capital et ceux des travailleurs, qu'il s'agisse des conventions collectives ou de l'inscription des lois dans le cadre du travail, qui expriment, dans un cas comme dans l'autre la sanction d'un rapport de forces à un moment donné. Au cours de ce processus qui conduit périodiquement les patrons et l'Etat, représentant le capital, à se retrouver à la table des négociations en face des syndicats représentant les travailleurs, les anarcho-syndicalistes se situent infailliblement du côté des syndicats. Cette pratique s'accorde avec l'analyse théorique des anarchistes concernant le rôle et la nature de l'Etat. Les conclusions qu'ils tirent de cette analyse les déterminent, contrairement à d'autres courants ouvrier à ne pas s'insérer dans les structures de gestion de l'Etat. C'est pourquoi ils ne sauraient porter leur candidature à une fonction législative parlementaire. L'expérience espagnole de participation gouvernementale n'a pas marqué positivement la mémoire du mouvement anarchiste. Par voie de conséquence, ils ne sauraient faire campagne pour ces candidats ni appartenir à un parti engagé dans ce type d'activité social-démocrate. Ces considérations nous ont amené à décliner l'offre qui nous était faite d'associer l'U.A.S. à la construction du *"parti des travailleurs"*.

Ce n'est pas pour autant que les anarcho-syndicalistes se désintéressent de l'entreprise en cours et s'enferment dans un schéma obtus cultivé par certaines tendances du mouvement anarchiste. Si sa nature reste la même, les formes de l'Etat ne sont pas identiques. Il est plus facile et plus efficace d'être anarchiste en France qu'à Cuba ou à Moscou. Sacco et Vanzetti, ce n'est pas leur faute, ont servi de thème à un cantique chanté par Joan Baez. L'oeuvre de Pelloutier a pu marquer le mouvement ouvrier et se poursuit aujourd'hui. La pratique quotidienne de la lutte des classes apprend le prix des libertés démocratiques et les différences entre un Etat bourgeois libéral, un Etat bonapartiste, un Etat corporatiste, un Etat national-socialiste, un Etat stalinien.

Dans un contexte où les possibilités de négociations sont de plus en plus verrouillées par le pouvoir, les rapports de classes ne peuvent que se durcir et déboucher sur une situation pré-révolutionnaire. Les forces contre-révolutionnaires qui en ont conscience s'efforcent donc d'amorcer, au nom de la participation, un glissement vers un régime corporatiste. Le danger est d'autant plus grand qu'il n'existe plus au niveau

parlementaire, aucune représentation ouvrière , et les élections européennes viennent de montrer que le bluff PC-PS ne fait plus recette. Ce vide politique est ressenti amèrement par les "*décus du socialisme*" et désapointe les travailleurs encore nombreux qui, n'étant pas touchés par la grâce anarchiste, croient encore en l'Etat et ses institutions. Personne n'aurait la naïveté de traduire comme l'expression consciente d'une volonté révolutionnaire le nombre imposant d'abstentions enregistré aux dernières élections. Chacun sait au contraire que cet abstentionnisme ouvrier traduit une sorte de désenchantement gros de danger sur le plan de la démocratie politique. Il serait même à craindre que ce désenchantement n'ait des effets paralysants sur le plan de l'action directe syndicale. Sans compter que le syndicat court le risque de se voir solliciter de proposer des solutions dans le cadre du système, c'est-à-dire d'assumer des responsabilités qui relèvent de l'activité politique et qui sont normalement celles d'un parti ouvrier social démocrate.

Pour toutes ces raisons, et les choses étant ce qu'elles sont, l'U.A.S. tout en restant à sa place et dans son rôle, ne peut que souhaiter la réalisation d'un tel "*parti des travailleurs*".

N'oublions pas de surcroît que, demain ou après-demain, la situation peut évoluer brutalement et que dans des comités de grève ou embryons de conseils ouvriers, les courants marxistes, anarchistes et social-démocrates, auraient à assumer ensemble de hautes responsabilités. Il est indispensable qu'aujourd'hui, côte à côte, les courants authentiques de la classe ouvrière structurent leurs organisations. C'est ce à quoi nous oeuvrons quant à nous en bâtissant l'U.A.S.

**Serge MAHÉ**  
**(20.6.84)**

-----